



Élections aux conseils centraux Université Lumière Lyon 2, 10 mars 2016

Les listes AGIR sont nées d'une volonté et de convictions partagées. Elles se nourrissent d'expériences acquises dans les conseils de composantes et dans les conseils centraux, à la direction d'UFR, de départements et de laboratoires, dans des responsabilités de formations, de partenariats et de programmes scientifiques. Elles regroupent des collègues qui ne reconnaissent, dans les orientations et pratiques actuelles de notre établissement, ni nos principales missions, ni le sens du collectif indispensable à leur poursuite. Nos listes portent un projet qui entend proposer d'autres choix et d'autres horizons pour notre université, pour ses étudiant.es et pour ses personnels.

Nous n'ignorons pas le poids des contraintes institutionnelles et budgétaires. Mais nous savons aussi qu'il existe des marges de manœuvre : il est possible aujourd'hui de **promouvoir, par une autre politique et par d'autres pratiques, une université démocratique, ouverte et solidaire**. Nos propositions répondent à une conception exigeante du service public, de la qualité de nos activités pédagogiques et scientifiques, attentive à la dimension sociale de notre engagement. Elles nécessitent d'inverser les tendances managériales et individualistes de l'enseignement supérieur et de la recherche afin de redonner corps, dans l'université, au débat et à la collégialité.

Nous ne voulons pas d'une université sans politique de recherche, sans politique d'emploi, sans politique de site. Nous ne voulons plus que, faute d'orientation claire et collective, la gestion financière constitue l'unique clé du fonctionnement de notre établissement. Nous refusons que la formation initiale et la recherche soient pensées comme des coûts et la formation continue comme une source de recettes.

■ Agir pour une université démocratique, ouverte et solidaire, c'est d'abord **définir collectivement des orientations politiques claires pour l'établissement**, dans le respect des principes et des missions de service public. C'est pourquoi nous proposons :

- Une université et une présidence qui prennent clairement position face au ministère lorsque des injonctions contradictoires et l'insuffisance de moyens nous empêchent de mener à bien nos missions d'enseignement et de recherche.
- Une politique de formation initiale et continue exigeante au service des étudiant.es, garantissant un cadre commun aux formations de l'établissement tout en laissant aux équipes pédagogiques la définition des modalités et de l'organisation des enseignements. Cette politique privilégie l'enseignement présentiel en licence, conçoit l'usage du numérique comme un possible apport et non un moyen de substitution pédagogique, assure dans un cadre concerté entre les composantes et les services centraux la souplesse nécessaire à l'organisation de la formation continue et des formations en alternance, organise la mise en commun de formations entre établissements du site lorsque les équipes pédagogiques la jugent pertinente et sous condition d'accords équilibrés entre les établissements.
- Une politique de recherche respectueuse de la diversité de nos disciplines et de leur structuration, qui organise de manière concertée au sein des conseils et avec les directions des laboratoires la répartition des moyens et des crédits, qui défende les SHS au sein de la COMUE et qui s'attache à y développer des services de support et d'accompagnement mutualisés, notamment par la restauration d'une véritable Maison des Sciences de l'Homme intégrant les compétences et acquis attestés.
- Une politique internationale permettant, au-delà d'un renforcement de la mobilité étudiante (licence, master, mais aussi doctorat), d'établir et de garantir de véritables relations internationales en matière de formation et de recherche, ainsi que de mobilité enseignante. Cela suppose une stratégie concertée et efficace entre différents services (SRI, DRED, DRH), pour favoriser et garantir le bon fonctionnement des partenariats internationaux.
- Une politique d'emploi concertée, impliquant les conseils centraux et l'ensemble des composantes et des laboratoires pour les enseignant.es, les enseignant.es/chercheur.es et les chercheur.es, ainsi que les services centraux et de composantes pour les personnels administratifs, en vue de rééquilibrer l'affectation des postes et d'ajuster les emplois aux besoins, dans une perspective pluri-annuelle et dans le souci des conditions de travail des personnels.

Nous ne voulons plus d'une université où les enseignant.es/chercheur.es n'ont ni le temps ni les moyens de faire de l'enseignement et de la recherche, où les personnels administratifs sont insuffisamment soutenus et reconnus dans leurs fonctions. Nous refusons l'extension d'un management par projets, qui dénature les principes et les modes de fonctionnement de la recherche et nous détourne des missions fondamentales de l'université.

■ Agir pour une université démocratique, ouverte et solidaire, c'est **permettre à l'ensemble du personnel de retrouver son rôle, le sens de ses missions, le respect de son travail au sein de l'établissement**. Nous voulons :

- Privilégier les financements récurrents pour les missions fondamentales de l'université : enseignements prévus dans les maquettes, activités de recherche dans les laboratoires, documentation.
- Promouvoir la formation de tous les personnels, enseignant.es/chercheur.es et BIATSS, et les accompagner pour leur permettre d'assurer au mieux leurs missions ; réaffirmer la complémentarité de l'enseignement et de la recherche et refuser les modulations de service, la remise en cause du statut d'enseignant.e/chercheur.e et le recours à des CDD d'enseignement.
- Renforcer l'encadrement administratif et technique lorsque cela est nécessaire, clarifier ce qui relève des responsabilités pédagogiques et administratives, dans le respect des compétences de chacun.e, et retrouver une organisation cohérente pour un service de qualité.
- Apporter des réponses et un soutien effectif aux personnels confrontés à des situations de discrimination, de précarité ou de détresse sociale par une politique volontariste d'action sociale, attentive non seulement aux conditions de travail, mais plus largement aux conditions de vie des collègues.

Nous ne voulons plus du cloisonnement entre la présidence, les conseils centraux, les services centraux et les composantes et laboratoires. Nous ne voulons plus d'une université où les catégories de personnels, les composantes, les laboratoires sont en situation de concurrence. Nous refusons que des relations personnelles puissent influencer sur les conditions de travail, le déroulement des carrières, l'attribution de primes.

■ Nous voulons une université démocratique, ouverte et solidaire, où **les personnels travaillent ensemble à des missions communes pour un service d'enseignement et de recherche de qualité**, où le débat d'idées et le respect mutuel reprennent leurs droits, où le dialogue entre personnels et entre instances permette de définir des choix collectifs. C'est pourquoi nous proposons :

- Un budget fondé sur la solidarité entre composantes et entre laboratoires : le rétablissement de la Dotation globale de fonctionnement, qui assure à toutes les composantes les moyens nécessaires à la formation initiale sans dévoyer les ressources de la formation continue ; en contrepartie, la mise en place de règles de contribution des composantes au budget de l'université ; des dispositifs clairs de prélèvement sur les programmes et projets de recherche financés (ANR, Europe).
- Le respect de nos statuts qui prévoient la consultation et l'avis du CT, du CHSCT, du CAC sur certains dossiers, mais aussi la constitution, pour chaque conseil, de bureaux ou de commissions permanentes ouverts aux différentes listes, afin d'y préparer dans le respect du pluralisme l'ordre du jour et le calendrier des dossiers à traiter.
- L'élection de vice-président.es ou vice-président.es délégué.es plutôt que la nomination de chargé.es de missions lorsque ces missions sont pérennes ; la diffusion d'un appel à candidatures pour les charges de mission et leur désignation concertée ; la sou-mission de toute décharge au vote des conseils concernés ; l'établissement systématique et la diffusion d'un compte rendu d'activité des chargé.es de mission, des vice-président.es et du ou de la président.e.
- Une politique indemnitaire fondée sur un principe d'égalité entre les différentes catégories de personnels ; une politique de promotion et de mobilité internes garantissant une procédure transparente et l'égalité de traitement des personnels administratifs.


Pour une université démocratique, où les conseils centraux, les CHSCT, le CT, les conseils de composantes et de laboratoires jouent pleinement leur rôle, où l'information est diffusée et accessible à tou.tes, où le temps de la réflexion et du débat permet aux personnels et aux services de prendre les décisions en connaissance de cause ;

Pour une université ouverte à tou.tes, soucieuse des conditions d'études de tout.es compte tenu de la diversité des publics, attentive à l'articulation entre une formation intellectuelle critique et exigeante et les enjeux de la professionnalisation et de la formation continue, ouverte sur la cité et ses problématiques sociales ;

Pour une université solidaire replaçant le collectif au cœur de son fonctionnement, fédérant services et composantes autour de projets partagés, organisant la mutualisation des ressources dans le respect de la singularité des activités et des structures, garantissant à tou.tes des conditions de travail dignes et luttant contre les discriminations ;

**Votez pour les listes AGIR
Pour une université démocratique, ouverte et solidaire !**

Listes soutenues à titre individuel par des collègues de toutes les composantes (<https://paulyon2.wordpress.com/soutiens-2016/>)

Listes soutenues par  **snesU.p**